



**LA SOUTERRAINE**  
ENGAGÉE PAR NATURE

## ARRÊTÉ DU MAIRE

### LE MAIRE DE LA SOUTERRAINE

- VU** la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et des régions et complétée par les lois 82-623 du 22 juillet 1982 et 83-8 du 7 janvier 1983 ;
- VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213.1 à L2213.06 relatifs aux pouvoirs de police et de la circulation des Maires ;
- VU** le Code de la Route 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et notamment l'article R411-8 définissant les pouvoirs de police des Maires ;
- VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre1) approuvée par l'arrêté interministériel du 07 juin 1977 modifié ;
- VU** la demande présentée par la SARL PARBAUD - 2 rue Henri Pluyaud - 23300 LA SOUTERRAINE, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'installer un échafaudage en vue d'effectuer un nettoyage de façade, au n°7/9 rue de Limoges, du lundi 31 mars 2025 à 8 h 00 au vendredi 11 avril 2025 à 17 h 00.

**CONSIDERANT** que ces travaux ne doivent pas porter atteinte à la sécurité de la voie publique et qu'ils nécessitent la mise en place d'une réglementation du stationnement.

### ARRETE

- Article 1 :** Les travaux décrits dans la demande susvisée sont autorisés sous réserve du respect des conditions suivantes :
- Article 2 :** Pendant la durée des travaux, un échafaudage sera placé devant les numéros 7/9 rue de Limoges le stationnement sera interdit sur une place (plan joint).
- Article 3 :** Le présent arrêté sera publié et affiché par le demandeur conformément à la réglementation en vigueur.
- Article 4 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification ou publication.
- Article 5 :** Toutes les signalisations et pré-signalisations réglementaires seront mises en place par le demandeur et sous sa responsabilité, conformément à la réglementation en vigueur.
- Article 6 :** Madame La Lieutenante de la communauté de Brigade de Gendarmerie et Monsieur le Maire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait en Mairie de LA SOUTERRAINE, le vingt et un mars deux mille vingt-cinq.

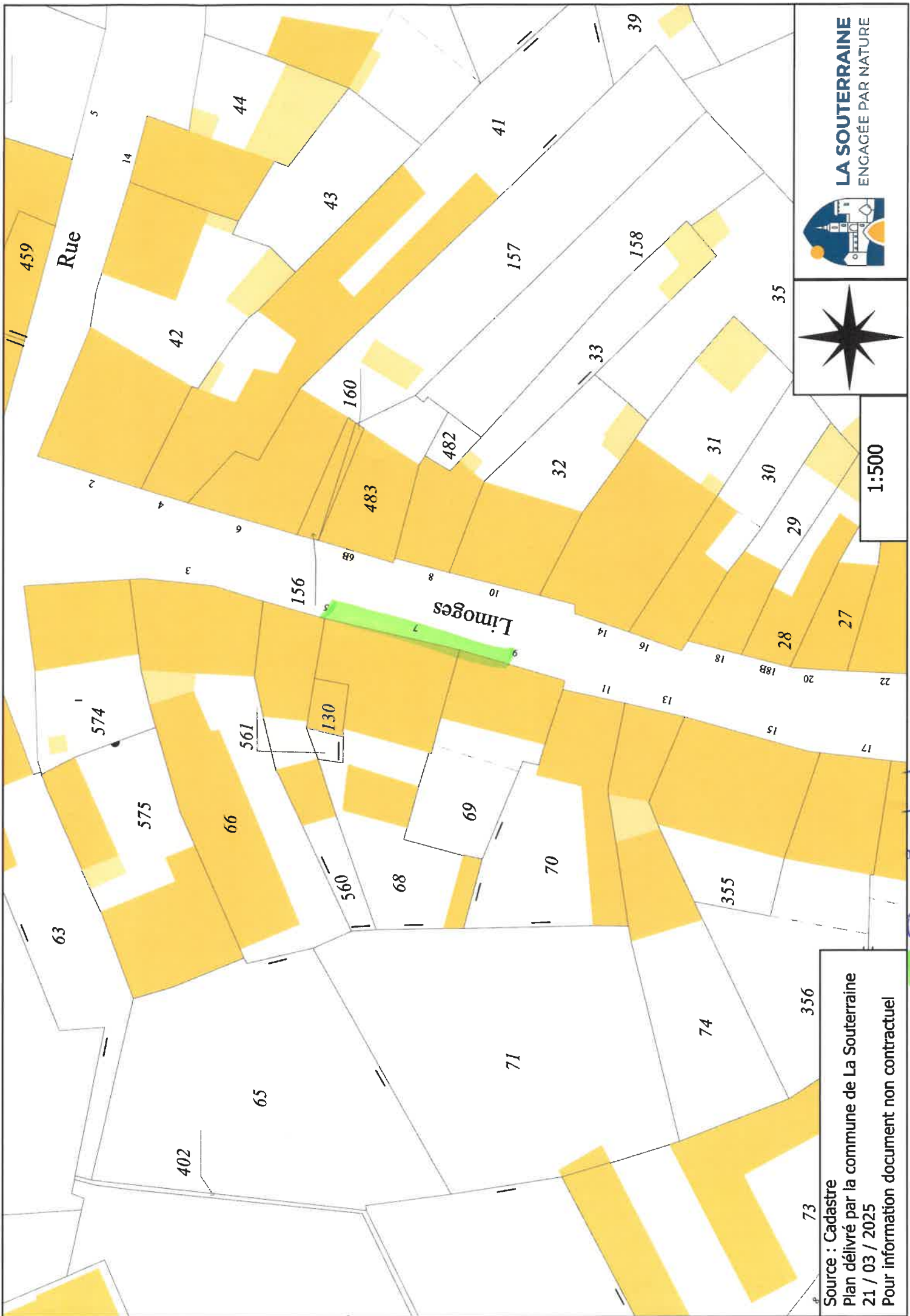
**Destinataires :**

- **Monsieur Le Maire de La Souterraine,**
- **Madame La Lieutenante de la communauté de Brigade de Gendarmerie de La Souterraine,**
- **SARL PARBAUD.**



Le Maire,

Etienne LEJEUNE



1:500



Source : Cadastre  
Plan délivré par la commune de La Souterraine  
21 / 03 / 2025  
Pour information document non contractuel

*Espace chantier*